

climatique, conflits et déplacements au Sahel

Par Rick de Satgé

Le Land Portal, 7 décembre 2023



À propos de cette histoire de données

Dans un exposé TED de 2009, visionné plus de 35 millions de fois, la romancière nigériane Chimamanda Ngozi Adichie parle du danger d'une histoire unique et des simplifications qu'elle favorise. Ses observations sont tout à fait pertinentes dans le cas du Sahel. Les médias et la sphère politique internationale présentent la région du Sahel comme une zone de conflit, de sécheresse, de famine et de déplacement irréductibles, mais ne fournissent pas d'explications significatives.

Cette histoire de données examine comment des modèles de causalité trop simplistes, qui supposent des liens simples entre le changement climatique, les conflits et les déplacements, masquent une histoire beaucoup plus complexe [1].

Nous commençons par une vue d'ensemble afin de mieux comprendre comment le changement climatique, les conflits et les déplacements s'entrecroisent avec une série d'autres facteurs pour affecter les populations du **Sahel occidental, central et oriental** (y compris la Corne de l'Afrique) - une zone d'environ 363 000 km² [2].

Nous explorons les définitions changeantes du déplacement et les diverses causes des conflits régionaux, en nous appuyant d'abord sur les expériences du Mali et du Burkina Faso, avant d'examiner l'initiative Saameynta en Somalie, qui cherche à mettre en place des solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDP) qui ont été forcées de s'installer dans les zones urbaines.

L'histoire des données se termine par une réflexion sur le rôle important que la gouvernance foncière peut jouer dans le cadre d'une approche intersectionnelle plus large pour trouver et mettre en œuvre des solutions durables dans des contextes instables à travers le Sahel - une région qui reste très vulnérable aux conflits et au changement climatique catastrophique.

1. Évolution des définitions du déplacement

UN REFUGEE CONVENTION

Article 1 of the 1951 Convention defines a refugee as someone who 'owing to well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is outside the country of [their] nationality and is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail [themselves] of the protection of that country; or who, not having a nationality and being outside the country of [their] former habitual residence, is unable or, owing to such fear, is unwilling to return to it.'



LEGALLY BINDING PROTOCOL

OAU CONVENTION

UN Refugee P...

The OAU Conv...

Diverses conventions et protocoles ont été élaborés pour traiter la question des déplacements, tant au niveau international que sur le continent africain [3]. Ces définitions ont un impact à la fois sur la

manière dont les données sont collectées et sur la manière dont nous comprenons une question.

Les définitions du déplacement sont restées étroitement liées aux conflits. Elles établissent une distinction entre les **personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)**, qui sont contraintes de se déplacer mais restent dans leur pays d'origine, et les **réfugiés**, qui franchissent les frontières pour échapper aux persécutions. Les réfugiés ont des droits reconnus par le droit international, tandis que la position juridique des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays reste faible.

En 2020, le HCR a déclaré que la région du Sahel était la crise de protection et de déplacement qui connaissait la croissance la plus rapide au monde [4]. Il a été prévu que les migrations dues à la sécheresse "pourraient tripler au cours de ce siècle si les efforts internationaux ne parviennent pas à résoudre la crise climatique croissante"[5].

Cette situation a de fortes implications en matière de gouvernance foncière, car les déplacements créent des conflits et des chevauchements de droits fonciers. Les paysages sahéliens et les divers peuples qui les habitent sont perturbés par un mélange complexe et dynamique de facteurs politiques et climatologiques. Ces facteurs sont amplifiés par la pauvreté, l'inégalité, l'effondrement économique et les échecs de la gouvernance, qui deviennent des moteurs de conflits et de déplacements qui se renforcent mutuellement

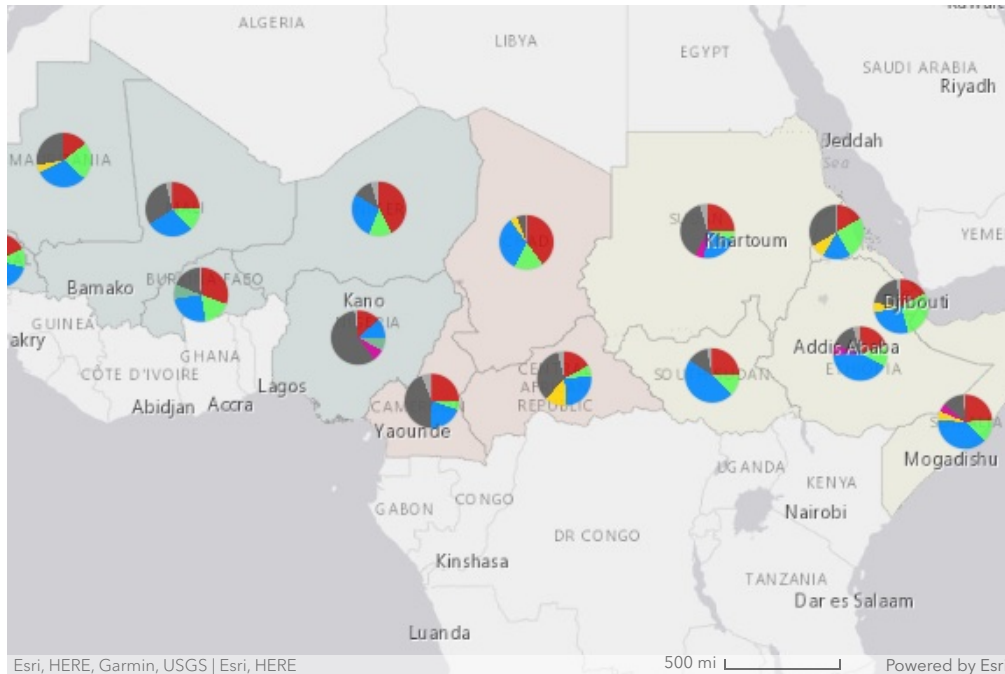


En 2021, l'OIM et le PNUE ont introduit le concept de **migration induite par le climat** et ont cherché à élargir la définition des personnes déplacées à celles qui sont "forcées ou obligées de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, que ce soit à travers une frontière internationale ou à l'intérieur d'un État"^[7].

TL'OIM/PNUE considère de plus en plus les déplacements induits par le climat "comme irréversibles, car les conséquences d'années de sécheresses et d'inondations régulières ont progressivement rendu une communauté ^[8]. Toutefois, les personnes qui franchissent les frontières et qui sont principalement déplacées en raison d'un changement climatique à évolution lente ou d'une catastrophe induite par le changement climatique ne peuvent pas prétendre au statut de réfugié, car les droits des migrants climatiques ne sont pas reconnus par le droit international inhabitable" ^[8]. Toutefois, les personnes qui franchissent les frontières et qui sont principalement déplacées en raison d'un changement climatique à évolution lente ou d'une catastrophe induite par le changement climatique ne peuvent pas prétendre au statut de réfugié, car les droits des migrants climatiques ne sont pas reconnus par le droit international.

Photo : Femmes allant chercher de l'eau, région du Sahel.

2. Changement climatique et impacts des catastrophes au Sahel



Il existe toute une série de facteurs qui contribuent aux déplacements, qu'il s'agisse d'événements rapides (tempêtes, inondations, etc.) ou de changements plus lents et plus progressifs. Ces derniers ont souvent un impact beaucoup plus important sur les mouvements de population, mais ils font l'objet de moins d'attention [9].

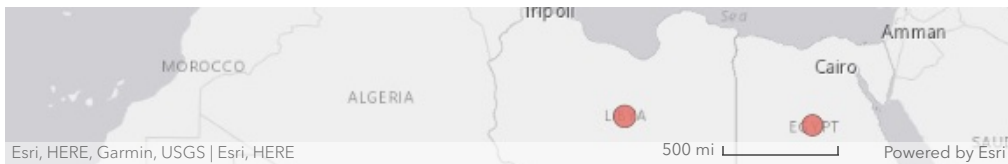
Une analyse récente et complète de la base de données des événements d'urgence (EM-DAT) a examiné l'incidence des catastrophes biologiques, climatologiques, hydrologiques et météorologiques dans 16 pays du Sahel entre 1960 et 2020. Cette recherche a permis d'identifier un total de 1 000 événements de catastrophe s'étalant sur la période d'étude de soixante ans. L'analyse des données EM-DAT (base de données internationale sur les catastrophes) a révélé que la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (AOS) a enregistré le plus grand nombre de catastrophes, avec 476 événements, suivie par la région de l'Afrique de l'Est et du Sahel (AES) avec 369 événements. Au cours de cette période, quelque 300 millions de personnes au Sahel

ont été touchées par un ensemble d'aléas, dont 59,17 % dans la région AES, 36,48 % dans la région AOS et 4,35 % dans la région Afrique central et le Sahel (ACS) ^[10].

Ceci est principalement dû à l'incidence croissante des événements météorologiques extrêmes associés au changement climatique. À cet égard, il est important de noter que la fréquence accrue d'un risque enregistré n'est pas nécessairement un indicateur de sa gravité globale. Ainsi, alors que les sécheresses se classent au troisième rang en termes de fréquence, après les inondations et les épidémies, les données disponibles montrent clairement que les **sécheresses ont les impacts les plus importants** en termes de pertes de vies humaines et de dommages économiques ^[12].

Il est important de noter que le fait d'être affecté par un aléa ne signifie pas nécessairement que les gens sont déplacés à cause de lui. En effet, les agriculteurs et les éleveurs font preuve d'une extraordinaire capacité d'adaptation et "l'adaptation aux zones arides est profondément ancrée chez populations sahéliennes" ^[13].

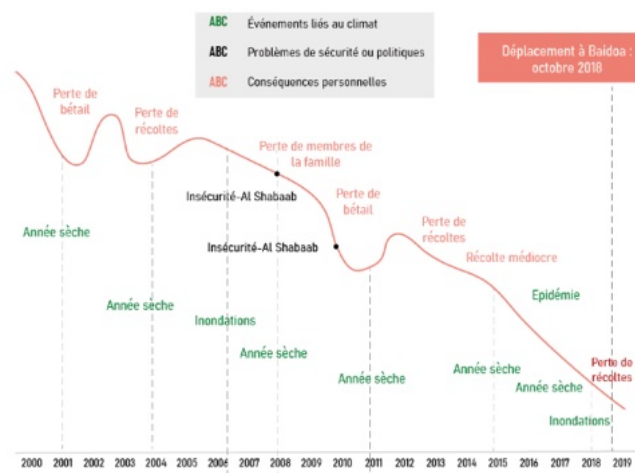
La carte de gauche montre les catastrophes au Sahel par type. Les types de catastrophes considérés, de haut en bas, sont : biologiques, climatologiques, géophysiques, industriels météorologiques, divers, de transport et autres. Le Sahel peut être divisé en Sahel oriental, Sahel occidental et Sahel central.



A. Croisement entre changement climatique et conflits

Les impacts du large éventail de risques liés au climat évoqués ci-dessus sont exacerbés par les conflits généralisés dans la région. Il s'agit notamment d'interventions militaires d'élites rivales, d'attaques extrémistes et d'affrontements entre groupes sociaux voisins, conflits entre éleveurs et agriculteurs, intolérance religieuse et raciale. Ces conflits reflètent également l'incapacité de l'État à fournir les conditions préalables à la paix, à la sécurité et aux moyens de subsistance [14].

Les lignes de vie individuelles de la Somalie cidessous montrent comment les vulnérabilités climatiques croissantes et les conflits localisés se chevauchent. Les facteurs qui influencent les déplacements et les conflits sont dynamiques et évoluent dans le temps. Comprendre comment ces facteurs se croisent et interagissent nécessite une approche transdisciplinaire.

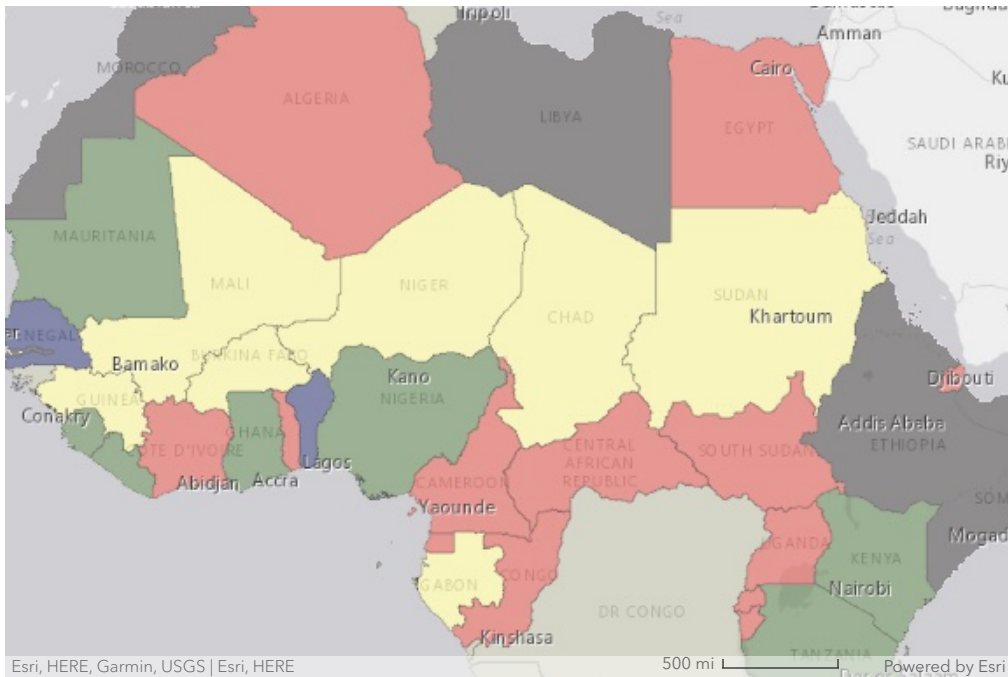


Climat et sécurité en Somalie

Au 30 juin 2023, on estime que 40,4 millions de personnes auront été déplacées des pays africains [15]. Si l'on soustrait les personnes déplacées par les conflits en Libye, en Égypte, en RDC et au Mozambique, les 30,355 millions de personnes

restantes, soit **75,8 % des personnes déplacées, se trouvent au Sahel et dans la Corne** de l'Afrique.

La carte à gauche montre la population déplacée de force en Afrique. Les chiffres dans les cercles indiquent les ordres de grandeur.



Selon les données actuelles de l'Africa Center for Strategic Studies Centre d'études stratégiques de l'Afrique), le Sahel reste la région qui connaît le plus d'événements violents (2 912) et de décès (9 818) [[16]. 80 % de ces décès et événements violents se produisent au Sahel et en Somalie, qui ont récemment connu des hausses de 39 et 157 %, respectivement, du nombre de décès annuels liés à des militants islamistes.

La Guinée, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le Soudan ont tous connu des interventions militaires pour s'emparer du pouvoir politique. L'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie n'ont pas de limite de deux mandats pour les dirigeants politiques et ont toutes été impliquées dans des conflits prolongés. Cette fragilité limite les possibilités de coopération transfrontalière, essentielle pour anticiper et atténuer les effets du changement climatique et trouver des solutions durables aux conflits.

El mapa de la izquierda muestra los desastres en el Sahel por tipo. Los tipos de desastres considerados, de arriba a abajo, son: biológicos, climatológicos, geofísicos, meteorológicos industriales, misceláneos, de transporte y otros. El Sahel se puede dividir en Sahel Oriental, Sahel Occidental y Sahel Centra



B. Comparaison des causes de conflit

D'une manière générale, les recherches montrent que la fragilité du contexte socio-économique et politique est bien plus susceptible de déclencher un conflit armé que l'évolution des conditions climatiques. Ce contexte reflète des histoires coloniales et postcoloniales particulières, y compris les impacts des contestations géopolitiques de la guerre froide et de l'ère contemporaine.

Quatre facteurs sont considérés comme particulièrement influents dans l'augmentation du risque de conflit:

- Faible développement socio- économique,
- faible capacité de l'État ,
- l'inégalité entre les groupes,
- l'histoire récente de conflits violents ^[17].

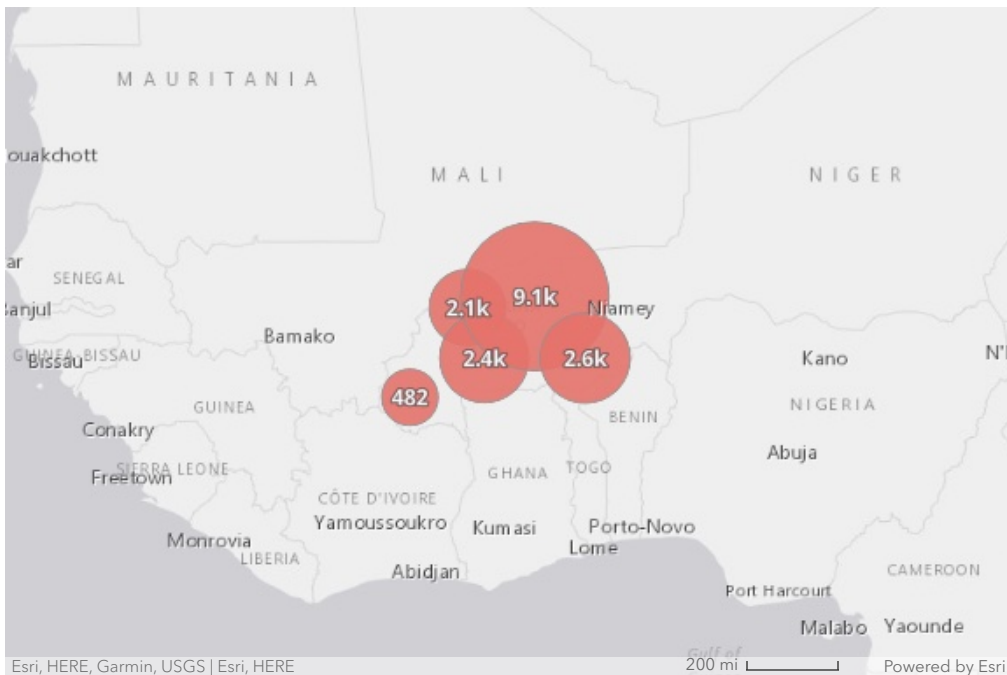
Il est prouvé que les impacts sociaux des risques liés au climat sont fortement influencés par le système politique et socio-économique dans lequel ils se produisent. L'instabilité politique chronique profondément enracinée dans la région rend plus

difficile la gestion des impacts accélérés du changement climatique.

Globalement, les risques de conflit au Sahel et dans la Corne de l'Afrique sont amplifiés par la combinaison d'un climat aride, de la rareté des pâturages et des ressources en eau, de la faiblesse des États, des litiges frontaliers et d'une longue histoire de sous-développement [18].

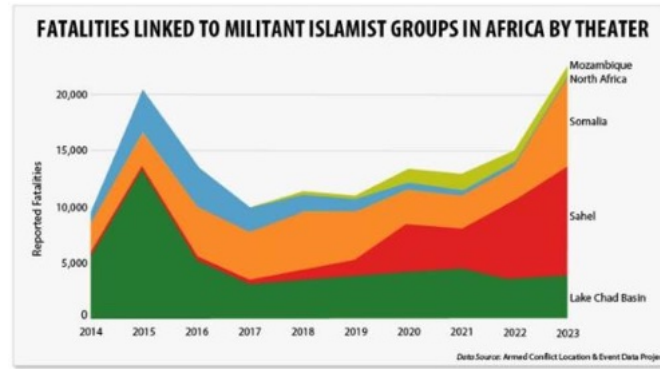
Photo : Missions militaires en Somalie contre des groupes extrémistes liés à Al-Qaïda (2012). Disponible sur <https://flic.kr/p/c8FRqo>

3. Burkina Faso and Mali: How political fragility intersects with climate disaster Burkina Faso et Mali : comment la fragilité politique s'entrecroise avec les catastrophes climatiques



Ce qui a commencé comme une rébellion au Mali en 2012 par des Touaregs marginalisés a eu un effet d'entraînement dans l'ensemble du Sahel où de nombreuses milices sont aujourd'hui présentes. Cela a alimenté des tensions profondément ancrées au

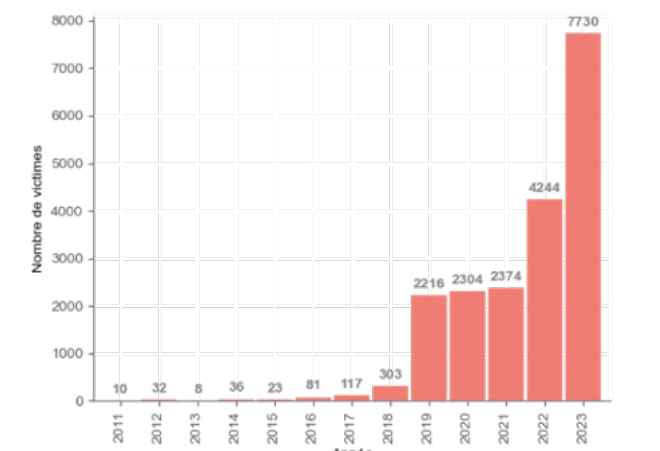
sein des communautés, permettant à divers groupes armés liés à Al-Qaïda et à ISIL (ISIS) d'aggraver cette instabilité politique, de s'emparer des terres et de contrôler les activités économiques [19]. Ce qui a commencé comme une rébellion au Mali en 2012 par des Touaregs marginalisés a eu un effet d'entraînement dans l'ensemble du Sahel où de nombreuses milices sont aujourd'hui présentes



Morts liées aux groupes islamistes militants en Afrique par théâtre.

Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique : Centre africain d'études stratégiques.

Le Burkina Faso aurait depuis remplacé le Mali en tant qu'épicentre de la violence au Sahel. Le conflit a été accéléré par des groupes armés qui cherchent à contrôler les mines d'or du pays et les routes commerciales reliant les pays enclavés d'Afrique de l'Ouest à la côte [20].



Nombre de décès par année au Burkina faso 2011-2023.

Données provenant de <https://acleddata.com//>

La carte de droite montre les événements conflictuels au Burkina Faso et le nombre de morts qui y est associé. Entre 2020 et octobre 2023, 7665 événements conflictuels ont été enregistrés. Sur la carte, les sont regroupés, en indiquant le nombre de décès enregistrés. Les données ont été extraites du site <https://acleddata.com/>.

Liens de time

visualiser les principales évolutions entre 1960, date à laquelle les deux pays ont obtenu leur indépendance de la France, et aujourd'hui.

Loading Timeline...



Tombouctou - Camps maures au nord de la ville (Afrique occidentale française). Source : WikiCommons

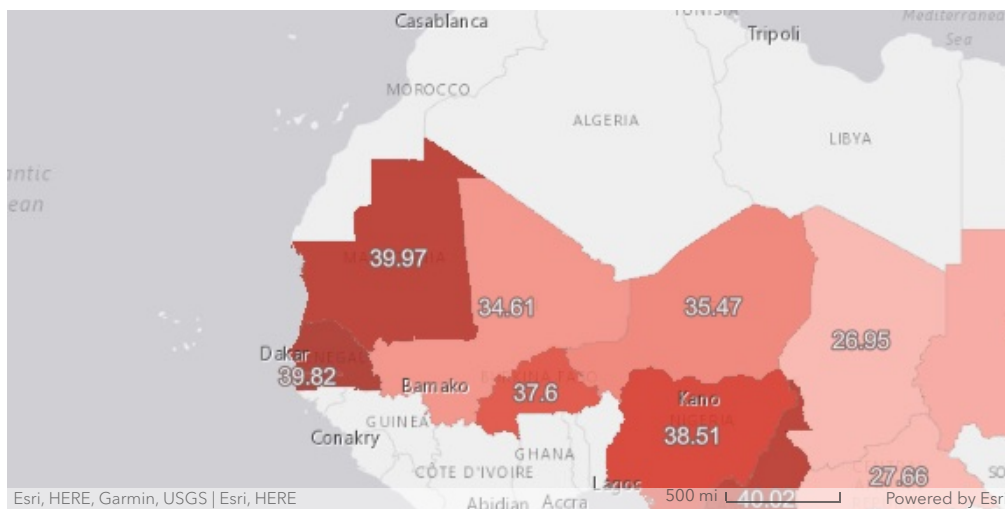
Voyage audioguidé
à travers la chronologie du Mali



Rassemblement de jeunes veaux à Kisson, Burkina Faso, 1976,
partie de la collection du Musée tropical (TMnr 20010720)

Voyage audioguidé
à travers la chronologie du Burkina Faso





Les chronologies révèlent à quel point la fragilité politique et les effets du changement climatique se chevauchent.

La fragilité politique est attestée par la fréquence des coups d'État, des dirigeants qui s'accrochent au pouvoir au-delà de la durée de leur mandat, des troubles civils, des conflits (internes et transfrontaliers), des insurrections et des déplacements de population.

Les vulnérabilités liées au climat se manifestent par la hausse des températures, la fréquence et la force accrues des phénomènes météorologiques extrêmes entraînant des inondations, des sécheresses débilantes et plus fréquentes, l'insécurité alimentaire qui en résulte et qui peut dégénérer en famine.

Selon l'Institut Brookings, l'Afrique est le seul continent du 21e siècle qui a connu et continue de connaître une mortalité massive due aux crises alimentaires.

“

“Les faits suggèrent que la plupart des famines observées récemment en Afrique ont été largement dues à des défaillances institutionnelles résultant de l'absence d'une gouvernance responsable à grande échelle et

beaucoup moins à des défaillances du marché ou de la production.”

[21]

La précarité des institutions étatiques au Mali et au Burkina Faso se reflète également dans leurs niveaux extrêmement faibles de préparation aux catastrophes. L'indice ND-GAIN (Global Adaptation Index) [22] mesure la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et sa capacité à se préparer aux catastrophes.

Le GIEC souligne que les vulnérabilités climatiques dépassent nécessairement les frontières nationales. Globalement, la gestion durable des ressources naturelles et la réponse aux catastrophes dépendent de plus en plus de la gouvernance transfrontalière, de l'intégration régionale et de la coopération [23, 24]. Dans le cas du Mali et du Burkina Faso, les conflits périodiques entre les deux États ont rendu la coopération transfrontalière impossible.

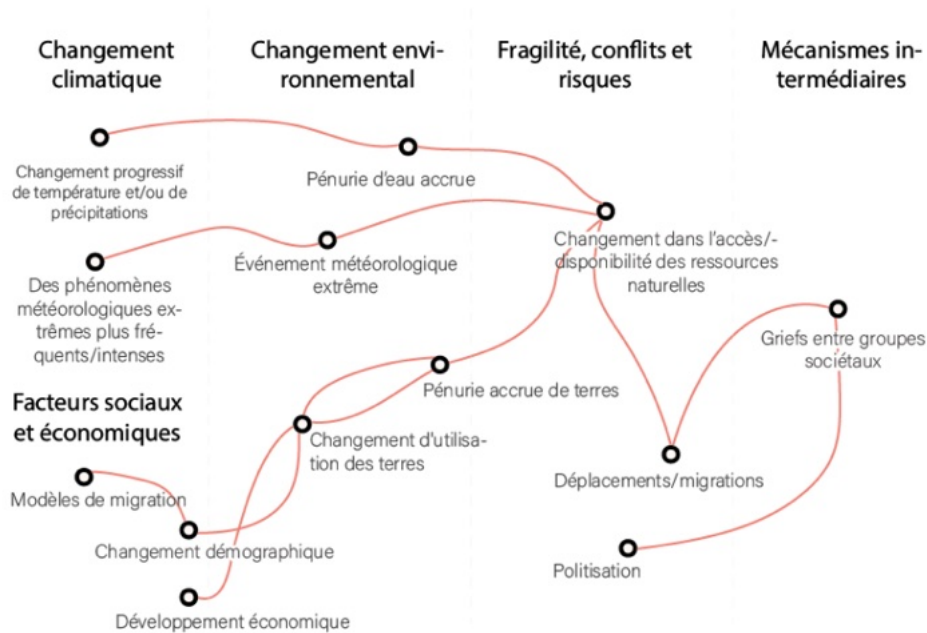
La carte de droite présente l'indice ND GAIN. Le cadre de NDGAIN décompose la mesure de la vulnérabilité en exposition, sensibilité et capacité d'adaptation, et la mesure de la préparation en composantes économiques, sociales et de gouvernance. Les scores vont de 0 à 100, 100 étant le meilleur score : les pays moins vulnérables et plus préparés à utiliser efficacement les investissements pour les actions d'adaptation. Le Burkina Faso est classé 161 sur 185 pays profilés sur l'indice ND-GAIN avec un score de 37,6, tandis que le Mali est classé encore plus bas, à 176, avec un score de 34,6.



4. Les dangers d'une simplification excessive du risque de "conflit climatique"

ClimLe changement climatique perturbe l'accès des populations aux ressources essentielles à leur subsistance en raison de phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus imprévisibles. Cela peut donner lieu à ce que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) appelle des "risques composés", résultant d'interactions entre différents dangers. Ceux-ci peuvent être combinés au sein d'un seul événement extrême ou se répercuter sur plusieurs événements séquentiels [25].

Photo : Paysage du Sahel. Source : Flickr Flickr CIFOR



À première vue, le lien entre le changement climatique et l'escalade des risques de conflit semble évident. Cependant, nous devons être prudents avant de tirer des conclusions hâtives à cet égard. En 2009, des chercheurs ont tenté d'établir une corrélation directe entre les variations régionales et temporelles de l'incidence et de la gravité des sécheresses et l'apparition de conflits [26]. Ils ont affirmé que les données historiques indiquaient une relation étroite entre le réchauffement et la guerre civile sur le continent africain, les années plus chaudes entraînant une probabilité accrue de conflit.

Ces données ont permis de déduire qu'une augmentation de la température de 1 degré Celsius augmentait l'incidence des conflits armés internes dans les pays africains au sud du Sahara (ASS) de 4,5 % au cours de la période allant du 1er janvier au 31 décembre. [27].

Par la suite, toutefois, ces projections ont fait l'objet de critiques importantes au motif que le modèle de régression linéaire unidimensionnel ne tient pas compte d'autres variables politiques, économiques, sociales et historiques qui augmentent ou, au contraire, diminuent le risque de conflit.

De nombreux facteurs politiques, sociaux, économiques et environnementaux jouant soit un rôle préventif, soit un rôle stimulant, l'application d'une

analyse quantitative aux conflits et la prédiction des risques de conflits futurs sont problématiques [28].

Pircture: Interconnected factors driving up conflict risk. Source: Modified from climate diplomac



Pénurie de ressources ou mauvaise gouvernance foncière?

Il est également communément admis que la rareté des ressources, exacerbée par le changement climatique, est l'un des principaux facteurs de conflit. Toutefois, les données empiriques ne révèlent pas toujours des liens de causalité directs entre la rareté des ressources et les conflits. Par exemple, les médias ont souvent décrit la guerre civile qui s'est déroulée au Darfour (Soudan) entre 2003 et 2005 comme un "conflit climatique" classique [29]. Cependant, la guerre civile s'est déroulée sur fond de "déséquilibres fondamentaux dans l'économie politique du Soudan, de l'effet profondément déstabilisant des tensions raciales arabo-africaines et de l'érosion des institutions coutumières de gestion des terres" [30].

C'est ce mélange complexe de facteurs sociaux, économiques et écologiques, exacerbé par une détérioration antérieure des conditions environnementales à la suite de la sécheresse et de la famine des années 1980, qui a contribué au conflit ultérieur. La grave sécheresse et la famine survenues dix ans plus tôt ont entraîné des migrations de détresse. Cette situation a eu des conséquences sociales considérables, car les migrations ont reconfiguré les structures de pouvoir locales.

Beaucoup de ceux qui sont restés sur place ou qui ont migré d'autres régions n'ont pas joué de rôle dans la négociation des accords historiques de partage des ressources entre les éleveurs et les agriculteurs. Il est significatif que la région ait reçu des précipitations supérieures à la moyenne, aussi bien juste avant que pendant les années de conflit. Dans cette analyse, c'est l'affaiblissement des institutions de gestion des terres et l'abandon des accords de partage des ressources de longue date[31], plutôt que la sécheresse elle-même, qui ont contribué de manière significative à la propagation du conflit.

Ces exemples révèlent les dangers qu'il y a à réduire la relation entre le changement climatique et les conflits à des schémas supposés rigides de cause à effet. L'analyse des risques de conflit doit prendre en compte de multiples facteurs, plutôt que de se concentrer exclusivement sur les effets du changement climatique.

Examinons quelques-uns de ces facteurs.

Photo : Acacias dans l'écorégion de la savane sub-saharienne du Sahel. Source : WikiCommons : WikiCommons



Facteur 1 : inégalités de pouvoir et d'accès aux ressources

En 2020, le Catholic Relief Services a souligné dans un rapport le besoin urgent de réduire les inégalités au Sahel ^[32]:

“

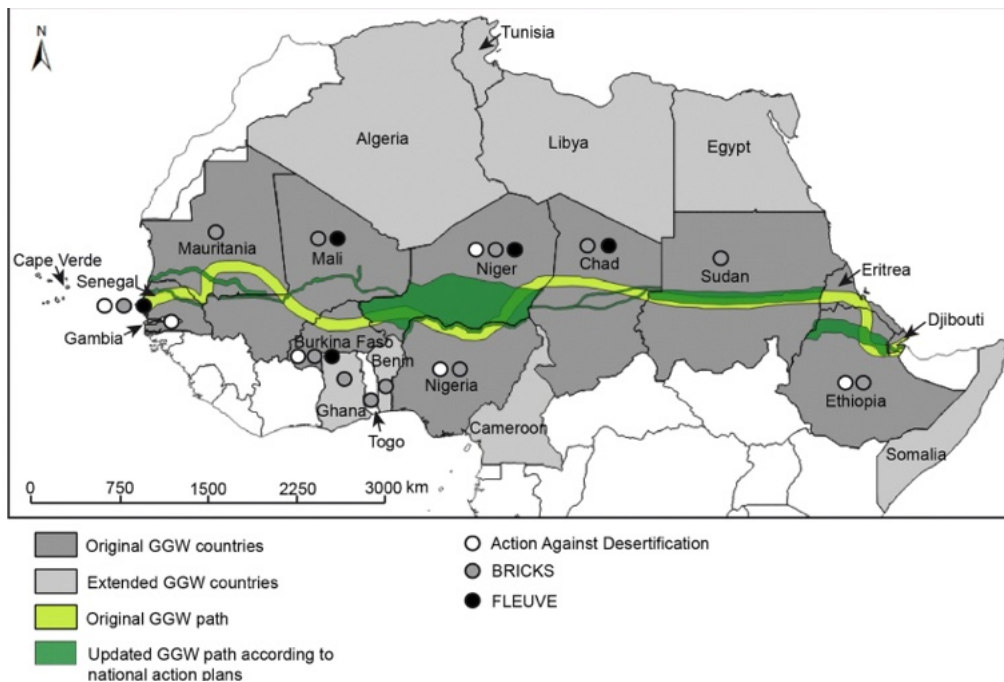
L'accès insuffisant et inéquitable aux richesses, aux moyens de subsistance et aux ressources naturelles est le moteur de la détérioration du tissu social et de l'augmentation des conflits violents, en particulier pour les jeunes issus des milieux pastoraux traditionnels. Les individus émigrent, rejoignent des groupes violents ou commettent des actes de violence pour échapper à la pauvreté et à l'injustice.

Catholic Relief Services, 2020

Ailleurs dans le Sahel, l'inégalité d'accès à la terre - parfois en raison des politiques coloniales et de la dépossession - est une puissante source de conflit. Au Soudan, en proie à une guerre civile permanente,

les autorités britanniques ont es politiques coloniales ont établi des "relations foncières très inégales" [33],], laissant certains groupes dépendants de l'accès à la terre et à l'eau détenues par d'autres - ce qui est en soi une recette pour les conflits, avec ou sans l'aggravation du changement climatique. Les conflits fonciers post-coloniaux ont créé de nouvelles vagues de dépossession à travers le Sahel.

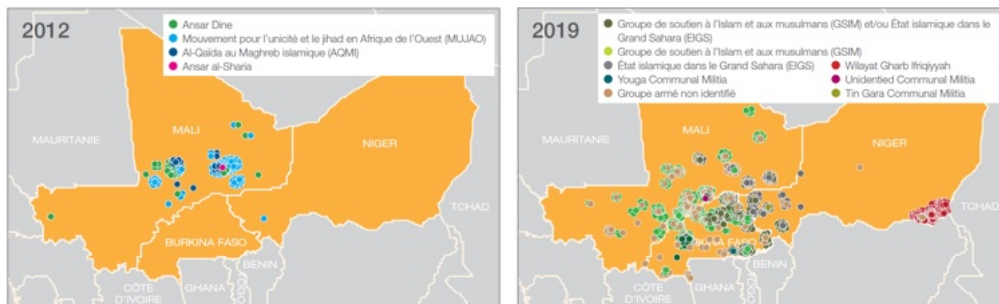
Photo : Conduite du bétail sur la rivière, Afrique. Source : Flickr
CIFOR : Flickr CIFOR



Facteur 2 : gouvernance foncière excluante

Selon des estimations récentes, 34,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire au Sahel et 45 000 personnes sont au bord de la famine. Dans ce contexte, même les terres les plus dégradées ont une valeur pour les agro-pasteurs et les populations nomades. Les tentatives de lutte contre la dégradation des terres, telles que l'investissement dans la Grande Muraille Verte - une large ceinture d'arbres plantés à travers douze États du Sahel - ont exclu les personnes ayant des droits d'utilisation historiques des terres clôturées, ce qui les a rendues plus vulnérables.

La carte de droite présente l'évolution spatiale du tracé de la Grande Muraille verte. La "Muraille verte" s'est étendue à 21 pays du continent africain. Source Goffner, D., Sinare, H. & Gordon, L.J. L'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel comme une opportunité de renforcer la résilience des paysages et des moyens de subsistance sahéliens. *Reg Environ Change* 19, 1417-1428 (2019). <https://doi.org/10.1007/s10113-019-01481-z>



Facteur 3 : conflits transfrontaliers persistants

La région frontalière du Liptako-Gourma, qui chevauche le Burkina Faso, le Mali et le Niger, a connu de graves conflits provoqués par de multiples facteurs qui se chevauchent. Il s'agit notamment de la concurrence pour le contrôle des routes commerciales transsahariennes lucratives et des conflits pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles.^[35]

Cartes : Évolution de la menace terroriste de 2012 à 2019. Source : Assanvo, W., Dakono, B., Thérout-Bénoni, L. A., & Maïga, I. (2019).

Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma. Rapport pour l'Afrique de l'Ouest, 26, 10.

Données provenant de : <https://acleddata.com/>



Facteur 4 : concentration de l'élite dans la propriété du bétail

L'un des points chauds des conflits les plus souvent cités est celui qui oppose les éleveurs pastoraux aux cultivateurs locaux pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Cependant, il semble que la nature du pastoralisme soit en train de changer, reflétant les inégalités sociales et économiques croissantes dans la région. Aujourd'hui, dans tout le Sahel, l'une des grandes questions est de savoir à qui appartient le bétail qui est souvent au centre du conflit entre les éleveurs pastoraux et les agriculteurs sédentaires. Il est de plus en plus évident que la propriété du bétail et les modèles d'élevage ont subi de profonds changements.

Dans le blog New Security Beat, Luizza a noté que dans le système pastoral émergent du Sahel occidental, "les élites urbaines, y compris les militaires et les fonctionnaires de villes telles que N'Djamena (Tchad), Khartoum (Soudan), Bangui (RCA) et Abuja (Nigeria), concentrent leurs richesses dans des régions où le système pastoral n'est pas encore bien implanté les grands troupeaux de bovins et autres animaux d'élevage"^[36].

Cette situation a donné naissance à un modèle de "néo pastoralisme" basé sur l'accumulation de bétail par les élites. Ces puissants propriétaires de bétail

absentéistes emploient des conducteurs de bétail armés pour gérer et sécuriser leurs troupeaux. La concentration croissante de la propriété du bétail a servi à militariser et à déformer les schémas de transhumance de longue date et à faire échouer les contrats sociaux qui les sous-tendaient. Les milices armées qui protègent les intérêts de l'élite ignorent les accords de longue date entre les éleveurs et les agriculteurs concernant l'accès aux pâturages et à l'eau potable. [37] l'eau et déclencher ainsi des conflits locaux.

Picture: Cattle herds in the Sahel. Source: Flickr EU Civil Protection and Humanitarian Aid.



Facteur 5 : l'abondance des ressources comme source de conflit

L'abondance des ressources, parfois appelée "malédiction des ressources", peut alimenter les luttes locales et régionales pour s'approprier une partie des flux de revenus provenant de l'exploitation des minéraux et des terres arables de grande valeur ressources forestières et routes commerciales illicites^[38].

Le Mali et le Burkina Faso ont développé des relations avec le groupe controversé Wagner, qui fournit une assistance militaire pour combattre les

insurgés djihadistes, tout en s'appropriant une part importante des revenus tirés de l'exploitation de l'or. L'Africa Center for Strategic Studies rapporte qu'en décembre 2021, la junte militaire malienne a conclu un accord de 10,9 millions de dollars par mois pour s'assurer les services de 1 000 forces paramilitaires russes de Wagner, tout en permettant à Wagner d'accéder aux mines d'or maliennes. En 2022, Wagner a été accusé de six massacres de civils présumés, dont l'exécution extrajudiciaire de 300 personnes dans le village de Moura au Mali.

Les conflits créés par la pénurie relative ou le contrôle de l'abondance doivent être considérés dans leur contexte d'inégalité sociale et économique. Il a été affirmé que "tous les conflits liés aux ressources tournent autour des relations entre la rareté et l'abondance et ne concernent jamais l'une ou l'autre de ces variables dans l'isolement ^[39] .

La compréhension de la relation entre ces différents facteurs peut nous aider à mieux comprendre la dynamique du changement, à identifier les gagnants et les perdants potentiels et à déterminer les impacts sur les populations marginales les groupements dans différentes sociétés ^[40] .

Photo : Traversée en ferry sur une rivière à Chadd. Source : Flickr United Nations Chadd : Flickr Nations Unies Tchad

5. Tirer les leçons de la Somalie

Examinons maintenant le cas de la Somalie, où des centaines de milliers de personnes ont été déplacées des zones rurales ravagées par le conflit et forcées de s'installer dans les villes.

A. Conflit et gouvernance

La Somalie compte environ 16 millions d'habitants, dont près de 60 % sont des pasteurs nomades et semi-nomades qui vivent dans les zones rurales. On estime que 75 % de la population est âgée de moins de 30 ans.^[42] La Somalie est depuis longtemps confrontée à des problèmes systémiques de santé publique, des conflits et une extrême fragilité politique. La chronologie retrace les moments clés de cette histoire.

La manière dont les territoires somaliens ont été découpés par les puissances impériales - la Grande-Bretagne, la France et l'Italie - à la fin du XIXe siècle a créé certaines des lignes de fracture des conflits contemporains. La Somalie a également subi l'impact des rivalités géopolitiques successives de la Seconde Guerre mondiale, de la guerre froide et de la "guerre contre le terrorisme" menée par les États-Unis, qui s'est accélérée après le 11 septembre 2001.

La politique imprudente de division et de domination employée par Siad Barre, qui a pris le pouvoir par un coup d'État pour diriger la Somalie entre 1978 et 1991, garantirait l'émergence d'une multitude de clans et d'organisations islamiques contestataires milices et l'effondrement de l'état^[43]. Un Somalien II

a fallu des décennies pour reconstituer l'État, même si les une forme fragile ^[44, 45, 46, 47].

Voyage audioguidé **à travers la chronologie de la Somalie**



B. Migrations induites par le climat

Les effets du changement climatique, sous la forme d'une hausse des températures, de la fréquence des sécheresses entrecoupées de phénomènes météorologiques extrêmes pouvant déclencher des inondations massives, se font sentir dans toute la région du Sahel.

La **chronologie illustre la fréquence des sécheresses, de l'insécurité alimentaire, de la famine et des inondations en Somalie.** L'OIM et le PNUÉ ont fait valoir que cela a créé une catégorie de p.d.i. induites par le climat "dont le déplacement a été principalement déclenché par la lenteur de l'évolution de la situation dégradation de l'environnement" ^[48].

C. L'intersection des conflits et des catastrophes climatiques

La fusion des deux chronologies ci-dessus permet d'avoir une vue d'ensemble. Cela révèle comment les **vulnérabilités associées aux conflits violents et aux échecs de gouvernance s'entrecroisent avec celles du changement climatique.**

Ces deux vulnérabilités s'amplifient l'une l'autre pour créer des crises profondément complexes et interconnectées. L'instabilité sociale peut profondément exacerber les catastrophes climatiques. Les effets de la sécheresse et de la famine deviennent catastrophiques dans un contexte d'effondrement de l'État et de milices en guerre. Le changement climatique peut modifier profondément l'environnement et compromettre les possibilités de retour des personnes déplacées.



En octobre 2018, l'OIM a collaboré avec le Consortium pour les solutions durables de Danwadaag, les alliés humanitaires et le gouvernement pour lancer la transformation des terres publiques. L'objectif était de fournir des services essentiels à la survie comme l'eau, l'assainissement, les soins de santé et les abris aux ménages. À ce jour, plus de 2 000 familles déplacées, qui risquaient d'être expulsées, ont été déplacées avec succès vers le nouveau site, où elles bénéficient désormais d'un meilleur accès à ces services vitaux.

D. Les conflits et l'urbanisation induite par le climat

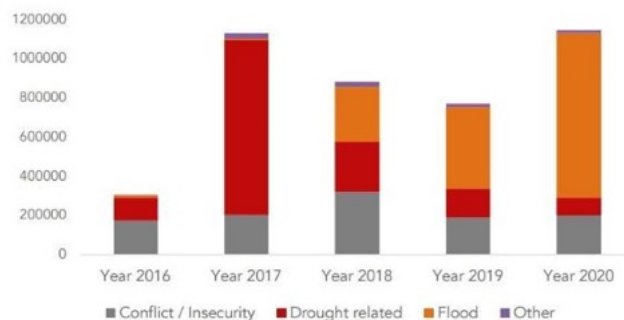
La combinaison des conflits, de la sécheresse et des inondations a contribué à l'aggravation rapide de la

situation en Somalie le taux d'urbanisation, actuellement de 4,3 % par an ^[49].

D'après l'enquête de haute fréquence menée en Somalie en 2017-2018, près de 50 % de la population réside dans des zones urbaines, tandis que les communautés rurales de pasteurs nomades et d'agro-pasteurs constituent la majorité de la population équilibrée ^[50].

La majorité des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) sont originaires de zones rurales, et beaucoup n'ont eu d'autre choix que de se déplacer vers les villes. Environ 2,7 millions de personnes réparties sur 2 300 sites dans le pays sont des déplacés internes, dont près de 80 % vivent dans des établissements informels urbains ou périurbains ^[51]. Ceux-ci sont décrits comme des "poches déconnectées en dehors des limites de la ville" ^[52].

Approximately 2.7 million people in 2,300 sites in the country are IDPs, with close to 80% of them living in urban or peri-urban informal settlements ^[51]. These are described as "disconnected pockets outside the city limits"



Déplacement suivi par le HCR-Somalie (PRMN) 2016-2020.

Causes des déplacements de 2016 à 2020. Gris:

Conflit/insecurity ; rouge: lié à la sécheresse ; orange: inondation ; violet: autre.

Un million de Somaliens supplémentaires ont cherché refuge dans les pays voisins, ce qui porte la population déplacée à près de 20 % du total population du pays ^[53]. En 2016, Mogadiscio était On estime qu'elle accueille quelque 400 000 personnes

déplacées, dont plus de la moitié (55 %) se sont installées dans deux quartiers périurbains à la périphérie de la ville.

La capacité des personnes déplacées à obtenir un droit foncier sûr et à en tirer des moyens de subsistance durables dépend en grande partie de l'endroit où elles peuvent vivre, des personnes qui les entourent et de la manière dont elles peuvent s'y prendre pour s'en sortir sous la juridiction locale de qui ^[54]. IEED et autres présents La preuve que de nombreuses personnes déplacées vers les villes ou les zones périurbaines décident d'y rester, même après avoir été déplacées peut rentrer chez lui en toute sécurité ^[55].

L'urbanisation rapide et non planifiée crée de nouveaux ensembles de droits fonciers conflictuels et qui se chevauchent. Elle menace de submerger les systèmes de planification urbaine et de gouvernance foncière, ainsi que la capacité de l'État à fournir des infrastructures. Elle rend également les personnes déplacées très vulnérables aux relations d'exploitation lorsqu'elles tentent d'accéder à la terre.

"L'urbanisation actuelle, due à la sécheresse, à l'insécurité et aux déplacements dus à la pauvreté, a entraîné une demande sans précédent de terres dans les zones urbaines et périurbaines. Cependant, une grande partie des terres souhaitées appartient toujours à des propriétaires absents, et reste inutilisée et en exacerbant artificiellement la pénurie de terres" ^[56].

Cela peut aggraver l'instabilité sociale existante, qui peut déjà être précaire, provoquer des expulsions forcées et déclencher des conflits localisés.



6. L'initiative Saameynta : À la recherche de "solutions durables"

L'initiative Saameynta est le fruit d'une collaboration entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ONU Habitat et le PNUD, en étroite collaboration avec le gouvernement du Puntland et le gouvernement fédéral de Somalie. L'initiative a été lancée en mars 2022 et durera quatre ans. Elle devrait bénéficier à plus de 75 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux communautés d'accueil vulnérables dans les pays suivants les villes de Baidoa, Beletweyne et Bossaso [41]

Du point de vue de l'urbanisme, le gouvernement somalien craint que si "les déplacements urbains prolongés ne sont pas traités d'urgence, les installations de personnes déplacées dans les villes risquent de se transformer en bidonvilles, marqués par une pauvreté exacerbée, des violations de la protection, des conditions sanitaires déplorables et un manque d'hygiène conditions et des opportunités d'emploi, et développer une ." [57]

L'initiative vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des autorités locales pour faire face aux déplacements urbains, tout en renforçant

l'inclusion des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays pour contribuer à la planification du développement urbain local. Elle vise à permettre une gouvernance foncière durable, à accroître la sécurité de tenure des logements, à améliorer l'accès aux services de base, à fournir des moyens de subsistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays^[58].

Pour contrer l'urbanisation rapide, non planifiée et non réglementée, Saameynta a déplacé les personnes déplacées de sites non planifiés à l'intérieur des villes vers des sites proches, dans des zones périurbaines, où elles ont des droits plus forts en ce qui concerne l'accès à l'eau potable terre. Globalement, l'initiative vise à renforcer des systèmes de gouvernance foncière résiliente face au climat.



A. Défis liés à la mise en œuvre de cette stratégie

Le document de projet Saameynta énumère de nombreux défis à relever:

- La complexité et la dynamique de la situation des personnes déplacées.
- Les ressources et capacités limitées du gouvernement régional, des acteurs humanitaires et du développement pour répondre aux besoins

multiples des communautés touchées par le déplacement.

- Le manque de coordination et d'harmonisation entre les différents acteurs et parties prenantes [60]

D'autres études décrivent le contexte de la gouvernance urbaine comme un "marché politique - un système dans lequel les fonctions politiques, la loyauté et les services sont des marchandises négociables" et où la politique transactionnelle domine sur les institutions [61]. Cela permet à la l'émergence d'un État fantôme dans lequel la prise de décision ne suit pas les scénarios politiques et législatifs. Dans un tel contexte, l'existence d'une loi ne garantit guère qu'elle sera appliquée, que ce soit de manière équitable ou non.

Un vide politique et l'absence de lois sur la location ont rendu les personnes déplacées vulnérables aux expulsions forcées récurrentes. En 2020, un aperçu des déplacements en Somalie a recensé plus de 250 000 cas d'expulsion forcée par des propriétaires privés. Des personnes déplacées ont déclaré avoir été expulsées de force à plusieurs reprises:

“

Lorsque nous nous sommes installés ici et que nous avons loué un terrain, il n'y avait pas de documents, tout était verbal et l'accord était conclu par quelqu'un qui représentait le propriétaire. Au bout d'un certain temps, le propriétaire lui-même est venu nous donner un préavis de 3 jours pour déménager et cela a été très défavorable.

(Interview, une femme chef de camp) [62].

Les expulsions forcées affectent les moyens de subsistance, réduisent l'accès aux soins de santé,

perturbent les réseaux de soutien social et conduisent les personnes expulsées à souffrir d'une mauvaise santé mentale et physique. La santé des femmes est particulièrement affectée, car les expulsions forcées les exposent à des violences sexuelles et physique violence^[63].

Photo: Communautés déplacées avant leur relocalisation à Baidoa, en Somalie. Source : OIM / Foresight Films 2019



B. Nouvelles leçons pour la gouvernance foncière urbaine

Saameynta a cherché à formaliser la gestion des terres urbaines en promulguant la loi SWS sur la gestion des terres urbaines en 2022. Cette loi établit des comités d'urbanisme d'État et des procédures de planification urbaine et de gestion foncière au niveau municipal, en créant des départements habilités à délivrer des titres de propriété foncière. La loi envisage également un système de taxation foncière afin de lever des fonds pour la fourniture et l'entretien des infrastructures.

Toutefois, au cours de ce processus, Saameynta a pris conscience de l'existence de cadres juridiques différents qui se chevauchent et qui régissent les droits fonciers et la résolution des litiges fonciers. Actuellement, le droit formel de l'État, le droit

coutumier Xeer et la charia coexistent et se chevauchent réglementer les mêmes questions ^[64]. Des recherches récentes ont confirmé la pertinence des cadres traditionnels et religieux tout en notant qu'ils créent à la fois des défis et des opportunités pour les terres gestion ^[65].

D'un point de vue étatique, cela peut être considéré comme une contrainte, créant une incertitude juridique sur la question de savoir qui a le droit de propriété ou d'utilisation des terres.

Cependant, du point de vue de la gouvernance foncière, de tels chevauchements présentent un avantage certain l'occasion d'explorer les interconnexions et les valeurs fondamentales qui sous-tendent ces systèmes.

Lorsque les systèmes de connaissances et les institutions peuvent être harmonisés, un système hybride socialement accepté peut émerger. C'est peut-être là que se trouve le plus grand potentiel pour identifier et élaborer des solutions durables qui promeuvent la justice sociale et l'équité, et qui soient réellement adaptées à l'objectif visé.

Photo : Vue panoramique de Barwago 2, un an après la relocalisation. Source : OIM/Forest Films 2020 OIM/Forest Films 2020

7. Leçons pour le Sahel et au-delà



La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants note que

“

"Depuis les temps les plus reculés, l'humanité est en mouvement. Certains se déplacent à la recherche de nouvelles opportunités économiques et de nouveaux horizons. D'autres se déplacent pour échapper à un conflit armé, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, à la persécution ou au terrorisme, ou des violations des droits de l'homme. D'autres encore le font en réaction aux effets néfastes du changement climatique, aux catastrophes naturelles (dont certaines peuvent être liées au changement climatique) ou à d'autres facteurs environnementaux. Beaucoup se déplacent, en fait, pour une combinaison de ces raisons".

Adichie a souligné l'importance de permettre à de nombreuses histoires d'être racontées - des histoires qui parlent du passé et du présent et qui remontent

à la source des problèmes. Comme elle le fait remarquer : "Commencez l'histoire par l'échec de l'n africain, et non par la création coloniale de l'État africain, et vous obtiendrez une histoire totalement différente".

Cela est également très important pour la façon dont nous comprenons le changement climatique et pour déterminer les responsabilités en matière de lutte contre ses effets. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Somalie sont estimées à moins de 0,03 % du total des émissions mondiales et pourtant son avenir reste menacé par un phénomène dont elle n'est que peu, voire pas du tout, responsable.

Dans le cas de l'initiative Saameynta, l'histoire des données a exploré les moyens de renforcer la gouvernance foncière en réponse aux conflits et à l'urbanisation induite par le climat. Kumi Naidoo, militant des droits de l'homme et de l'environnement, a récemment lancé une mise en garde particulièrement pertinente pour ceux qui se concentrent sur la gouvernance foncière. Il affirme que :

“

“Nous devons élargir notre champ d'action pour passer d'un droit centré sur la propriété à une approche beaucoup plus intersectionnelle, en insistant sur le fait que la lutte pour éviter un changement climatique catastrophique et un effondrement de l'environnement, ainsi que la lutte pour résoudre les problèmes liés à l'environnement, sont des questions qui doivent être résolues. les droits de l'homme, la pauvreté et l'équité doivent être considérés comme les deux faces d'une même médaille.”

Les immenses défis à multiples facettes auxquels sont confrontées les populations du Sahel suggèrent que des approches intersectionnelles audacieuses, inclusives et spécifiques au contexte créent des possibilités d'émergence de solutions durables. Le défi reste de savoir comment les transposer à plus grande échelle pour prendre en compte les 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivant dans des contextes extrêmement vulnérables au changement climatique, où 70 % des pays les plus vulnérables au climat sont également classés parmi les plus fragiles sur le plan politique et social.

Photo : Portrait de personnes dans l'ouest du Sahel. Source : Flickr Flickr CIFOR

Références

[1] Brzoska, M. and C. Fröhlich (2016). "Climate change, migration and violent conflict: vulnerabilities, pathways and adaptation strategies." *Migration and Development* 5(2): 190-210.

[2] Coly, S. M., M. Zorom, B. Leye, H. Karambiri and A. Guiro (2023). "Learning from history of natural disasters in the Sahel: a comprehensive analysis and lessons for future resilience." *Environmental Science and Pollution Research*.

[3] d'Orsi, C. and G. J. Naldi (2021). "Climate-induced displacement in the Sahel: A question of classification." *International Review of the Red Cross* 103(918): 1029-1065.

[4] d'Orsi, C. and G. J. Naldi (2021). "Climate-induced displacement in the Sahel: A question of classification." *International Review of the Red Cross* 103(918): 1029-1065.

[5] Prange, M. (2022). "Climate Change Is Fueling Migration. Do Climate Migrants Have Legal Protections?" Retrieved 13 November, 2023, from <https://www.cfr.org/in-brief/climate-change-fueling->

migration-do-climate-migrants-have-legal-
protections#:~:text=The%20GCM%20recognizes%20cli
mate%20change%20as%20a%20factor,these%20indivi
duals%20the%20same%20legal%20status%20as%20re
fugees.

[6] Ibid. P. 78

[7] IOM and UNEP (2021). Identifying climate
adaptive solutions to displacement in Somalia:
Assessment report. S. Hall, IOM and UNEP. P.125

[8] IOM and UNEP (2021). Identifying climate
adaptive solutions to displacement in Somalia:
Assessment report. S. Hall, IOM and UNEP. P. 7

[9] Zickgraf, C. (2021). "Climate change, slow onset
events and human mobility: reviewing the evidence."
Current Opinion in Environmental Sustainability 50:
21-30. P.21

[10] Ibid.

[11] Ibid.

[12] Ibid.

[13] Batterbury, S. P. J. and M. J. Mortimore (2013).
Adapting to Drought in the West African Sahel.
Natural Disasters and Adaptation to Climate Change.
D. Guitart, D. J. Karoly, J. Palutikof and S. Boulter.
Cambridge, Cambridge University Press: 149-157.

[14] Catholic Relief Services (2020). Steps Toward
Peace: A conflict assessment of the Liptako-Gourma
Zone, Burkina Faso, Mali and Niger. The Sahel Peace
Initiative. Baltimore.

[15] Africa Center for Strategic Studies (2023).
African conflicts displace over 40 million people.

[16] Africa Center for Strategic Studies (2023).
African Militant Islamist Group-Linked Fatalities at
All-Time High.

[17] Mach, K. J., C. M. Kraan, W. N. Adger, H. Buhaug, M. Burke, J. D. Fearon, C. B. Field, C. S. Hendrix, J.-F. Maystadt and J. O'Loughlin (2019). "Climate as a risk factor for armed conflict." *Nature* 571(7764): 193-197.

[18] Selby, J. and C. Hoffmann (2014). "Beyond scarcity: rethinking water, climate change and conflict in the Sudans." *Global Environmental Change* 29: 360-370.

[19] Durmaz, M. (2022). "How Burkina Faso became the epicentre of conflict in the Sahel." Retrieved 2 November, 2023, from <https://www.aljazeera.com/features/2022/3/11/how-burkina-faso-became-the-new-epicentre-of-sahelian>.

[20] Ibid.

[21] Agbor, J. and N. Moyo. (2011). "Democratic Governance Is Critical to Averting Famines in Africa." Retrieved 2 November, 2023, from <https://www.brookings.edu/articles/democratic-governance-is-critical-to-averting-famines-in-africa/>.

[22] University of Notre Dame. (2023). "ND-Gain Index Country rankings." Retrieved 2 November, 2023, from <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>.

[23] Birkmann, J., D. Feldmeyer, J. M. McMillan, W. Solecki, E. Totin, D. Roberts, C. Trisos, A. Jamshed, E. Boyd and D. Wrathall (2021). "Regional clusters of vulnerability show the need for transboundary cooperation." *Environmental Research Letters* 16(9): 094052, Buhaug, H. and N. von Uexkull (2021). "Vicious circles: violence, vulnerability, and climate change." *Annual Review of Environment and Resources* 46: 545-568, *ibid*.

[24] Namara, R. E. and M. Giordano (2017). "Economic rationale for cooperation on international waters in Africa: a review."

[25] International Committee of the Red Cross and Norwegian Red Cross (2023). Making adaptation work: Addressing the compounding impacts of climate change, environmental degradation and conflict in the Near and Middle East.

[26] Maystadt, J.-F., O. Ecker and A. Mabiso (2013). "Extreme Weather and Civil War in Somalia: Does Drought Fuel Conflict through Livestock Price Shocks?" International Food Policy Research Institute (IFPRI) Discussion Paper Series.

[27] Burke, M. B., E. Miguel, S. Satyanath, J. A. Dykema and D. B. Lobell (2009). "Warming increases the risk of civil war in Africa." Proceedings of the national Academy of sciences 106(49): 20670-20674.

[28] Popovski, V. (2017). "Foresight Africa viewpoint: Does climate change cause conflict?" Brookings Foresight Africa Retrieved 25 October, 2023, from <https://www.brookings.edu/articles/does-climate-change-cause-conflict/>.

[29] Climate Diplomacy. (2015). "Civil war in Darfur, Sudan." Retrieved 2 November, 2023, from <https://climate-diplomacy.org/case-studies/civil-war-darfur-sudan>.

[30] Ibid.

[31] Climate Diplomacy. (2015). "Droughts, Migration and Communal Conflicts in Darfur." Retrieved 25 October, 2023, from https://climate-diplomacy.org/case-studies/droughts-migration-and-communal-conflicts-darfur#fact_sheet_toc--conflict-resolution-.

[32] Catholic Relief Services (2020). Steps Toward Peace: A conflict assessment of the Liptako-Gourma Zone, Burkina Faso, Mali and Niger. The Sahel Peace Initiative. Baltimore.

[33] Selby, J. and C. Hoffmann (2014). "Beyond scarcity: rethinking water, climate change and conflict in the Sudans." Global Environmental Change 29: 360-370.

[34] Kelly, L. and J. Butscher. (2021). "Four lessons from the Sahel on Land Restoration Programs and their Impact on Vulnerable Populations." Retrieved 13 November, 2023, from <https://ieg.worldbankgroup.org/blog/four-lessons-sahel-land-restoration-programs-and-their-impact-vulnerable-populations>.

[35] Catholic Relief Services (2020). Steps Toward Peace: A conflict assessment of the Liptako-Gourma Zone, Burkina Faso, Mali and Niger. The Sahel Peace Initiative. Baltimore.

[36] Luizza, M. (2019). "Urban Elites' Livestock Exacerbate Herder-Farmer Tensions in Africa's Sudano-Sahel." New Security Beat: The blog of the environmental change and security program <https://www.newsecuritybeat.org/2019/06/urban-elites-livestock-exacerbate-herder-farmer-tensions-africas-sudano-sahel/> 2023.

[37] Ibid.

[38] Collier, P. and A. Hoeffler (2005). "Resource rents, governance, and conflict." *Journal of conflict resolution* 49(4): 625-633.

[39] Selby, J. and C. Hoffmann (2014). "Beyond scarcity: rethinking water, climate change and conflict in the Sudans." *Global Environmental Change* 29: 360-370.

[40] Ibid.

[41] Ibid.

[42] Government of the Federal Republic of Somalia (2022). Somalia's First Biennial Update Report (BUR) to the United Nations Framework Convention

[43] Somalia Stability Fund (2021). Land Conflict in Somalia: Key issues and challenges for transformation. Rift Valley Institute.

[44] Bakonyi, J. (2021). "The political economy of displacement: rent seeking, dispossessions and

precarious mobility in Somali cities." Global Policy 12: 10-22.

[45] ACLED (2023). Context assessment: Heightened political violence in Somalia.

[46] Ibid.

[47] Fund For Peace (2023). Fragile States Index: Annual Report 2023. Washington DC.

[48] IOM and UNEP (2021). Identifying climate adaptive solutions to displacement in Somalia: Assessment report. S. Hall, IOM and UNEP.

[49] Ibid.

[50] Government of the Federal Republic of Somalia (2022). Somalia's First Biennial Update Report (BUR) to the United Nations Framework Convention on Climate Change. Mogadishu, Somalia, Ministry of Environment and Climate Change.

[51] UN Somalia and Federal Government of Somalia (2021). Saameynta: Scaling-Up Solutions to Displacement in Somalia. Project document.

[52] IOM and UNEP (2021). Identifying climate adaptive solutions to displacement in Somalia: Assessment report. S. Hall, IOM and UNEP.

[53] UNDP. (2023). "Innovative durable solutions for IDP's and returnees." Retrieved 10 August, 2023, from <https://www.undp.org/somalia/projects/innovative-durable-solutions-idps-and-returnees#:~:text=The%20proposed%20action%20is%20a%20joint%20UN%20initiative,for%2047%25%20or%20almost%20200%2C000%20of%20Mogadishu%E2%80%99s%20IDPs.>

[54] Nunez-Ferrera, I., D. Aubrey, L. Earle and S. Loose (2020). IDPs in towns and cities – working with the realities of internal displacement in an urban world. Submission to the UN Secretary-General's High-Level

Panel on Internal Displacement by IIED, JIPS and UN-Habitat.

[55] Ibid.

[56] Sliuzas, R. (2023). Land governance for climate resilience: A review and case studies from LAND-at-scale projects. Thematic study: Climate scoping study, LAND-at scale.

[57] UN Somalia and Federal Government of Somalia (2021). Saameynta: Scaling-Up Solutions to Displacement in Somalia. Project document.

[58] Sliuzas, R. (2023). Land governance for climate resilience: A review and case studies from LAND-at-scale projects. Thematic study: Climate scoping study, LAND-at scale.

[59] Ibid.

[60] UN Somalia and Federal Government of Somalia (2021). Saameynta: Scaling-Up Solutions to Displacement in Somalia. Project document.

[61] Jaspars, S., G. M. Adan and N. Majid (2019). "Food and Power in Somalia: Business as usual." A Scoping Study on the Political Economy of Food Following Shifts in Food Assistance and in Governance. Conflict Research Programme, London School of Economics and Political Science.

[62] Jelle, M., J. Morrison, H. Mohamed, R. Ali, A. Solomon and A. J. Seal (2021). "Forced evictions and their social and health impacts in Southern Somalia: a qualitative study in Mogadishu Internally Displaced Persons (IDP) camps." *Global Health Action* 14(1): 1969117.

[63] Ibid.

[64] Sliuzas, R. (2023). Land governance for climate resilience: A review and case studies from LAND-at-scale projects. Thematic study: Climate scoping study, LAND-at scale.

[65] Somalia Stability Fund (2021). Land Conflict in Somalia: Key issues and challenges for transformation. Rift Valley Institute.

[66] Gevisser, M. and K. Redford, Eds. (2023). The revolution will not be litigated: People power and legal power in the 21st century. New York and London, OR Books. P. 294.

Citation suggérée

de Satgé, R. (2023). Changement climatique, conflits et déplacements à travers le Sahel. Land Portal

Inscrivez-vous pour recevoir des histoires de données de Land Portal

Conception et cartes

Luis Baquero

Remerciements

Cette histoire de données a été a été aménagé avec le soutien du programme LAND- at- Scale, financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et géré par l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO).

License

Ce travail est sous licence sous une licence Creative Commons Attribution 4.0 International license (CC-BY-4.0)